

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**INSTRUCTION INTERMINISTÉRIELLE N° 38800**

relative à la procédure d'autorisation de port d'uniforme pour les militaires étrangers séjournant en France.

*Du 11 septembre 1997*

**INSTRUCTION INTERMINISTÉRIELLE N° 38800 relative à la procédure d'autorisation de port d'uniforme pour les militaires étrangers séjournant en France.**

*Du 11 septembre 1997*

NOR D E F D 9 7 5 3 0 2 7 J

---

*Références :*

- a). Décret du 04 décembre 1905 (BOC/G, p. 1833).
- b). Loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 (n.i. BO ; JO du 8, p. 2064).
- c). Décret 92-604 du 01 juillet 1992 (BOC, p. 3763) modifié.
- d). Convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée à Londres du 19 juin 1951 (BO/G, 1952, p. 3227, BO/M, 1955, p. 493, BO/A, 1952, p. 1955, BOR/M, p. 312).

*Texte abrogé :*

Instruction interministérielle N° 8129 du 5 mars 1993 (BOC, p. 1624)

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 300.6.1.3.3.

*Référence de publication :* BOC, p. 3761.

---

**Préambule.**

Les autorisations de port d'uniforme pour les militaires étrangers séjournant en France sont délivrées en application du décret du 04 décembre 1905 relatif au port d'uniforme étrangers sur le territoire de la République française, par le ministère de l'intérieur sur demande du ministère de la défense.

La présente instruction vise à simplifier et accélérer la procédure actuellement appliquée dans l'esprit du titre premier de la loi d'orientation 92-125 du 06 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, du décret 92-604 du 01 juillet 1992 portant charte de déconcentration et de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces du 19 juin 1951.

Elle ne modifie pas les règles de principe posées par le décret du 04 décembre 1905 susvisé.

Article premier.

**Règle générale.**

La formule désormais retenue est celle de la demande de principe et de l'autorisation tacite du port d'uniforme étranger. Toute demande jugée inopportune pourra faire l'objet d'une mesure expresse d'interdiction de la part des autorités françaises.

Article 2.

**Orientation des demandes.**

Le ministère de la défense (état-major des armées, d'armée ou de la gendarmerie nationale) auprès duquel aura été déposée une demande de port d'uniforme par des militaires étrangers devant effectuer un séjour sur le territoire national, en métropole ou dans les départements et territoires d'outre-mer, saisit simultanément par télex les administrations centrales et les autorités déconcentrées indiquées ci-après :

- le ministère de l'intérieur ;
- le ministère des affaires étrangères ;
- le ministère du budget (direction générale des douanes et droits indirects) ;
- le préfet de département concerné ou le préfet de police de Paris ;
- la direction générale de la gendarmerie nationale ;
- la circonscription militaire de défense ;
- le délégué militaire départemental.

Article 3.  
**Délais.**

Les demandes doivent être déposées trois semaines avant la date de la visite des militaires étrangers en France.

Article 4.  
**Instruction des demandes.**

4.1. A compter de la date de réception du télex et au plus tard une semaine avant la visite du militaire étranger, les autorités susmentionnées destinataires de la demande ont la possibilité de saisir, par télex également, le ministère de l'intérieur (en informant l'état-major concerné du ministère de la défense et le ministère des affaires étrangères) de leur éventuel désaccord. En l'absence d'avis des départements ministériels concernés ou des autorités déconcentrées, l'autorisation sera tacitement accordée par le ministère de l'intérieur.

4.2. En revanche, si des avis défavorables sont transmis dans les délais au ministère de l'intérieur, ce dernier peut éventuellement prononcer l'interdiction de port d'uniforme. Cette interdiction sera transmise au ministère de la défense pour notification au pays demandeur et aux autorités françaises susmentionnées.

Art. 5. Pour les militaires visés à l'article 3 du décret de référence et appartenant aux états signataires de la convention de « Londres » du 19 juin 1951, toutes les missions officielles, agréées par l'un des états-majors d'armée et de la gendarmerie nationale, entraînent tacitement l'autorisation par le ministère de l'intérieur du port de l'uniforme sur le territoire de la République française. Les autorités désignées à l'article 2 ci-dessus devront en avoir été avisées par l'état-major concerné et par la gendarmerie nationale.

Art. 6. L' instruction interministérielle 8129 du 05 mars 1993 relative à la procédure d'autorisation de port d'uniforme pour militaires étrangers séjournant en France est abrogée.

Art. 7. Le ministère de l'intérieur et le ministère de la défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter la présente instruction.

*Le ministre de l'intérieur,*

Jean-Pierre CHEVENEMENT.

*Le ministre de la défense,*

Alain RICHARD.